



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 15 – 21 avril 2023

## 🍷 Sommaire

### Fait marquant

- L'*Ofgem* impose aux fournisseurs d'énergie un nouveau code de bonne conduite pour l'installation de compteurs prépayés

### Climat & Energie

- Les *Lords* souhaitent interdire tout nouveau projet de mine de charbon
- Le gouvernement envisage d'inclure des critères non-tarifaires pour l'attribution des *Contracts for Difference* soutenant les énergies renouvelables

### Environnement

- L'examen du projet de loi *Retained EU Law Bill* à la Chambre des Lords serait *reporté sine die*

### Industrie

- Un projet de *gigafactory* qui devait voir le jour en Ecosse pourrait finalement s'installer aux Etats-Unis
- *Jaguar Land Rover* investit 15 Md£ pour électrifier sa production britannique

### Transports

- Le gouvernement réaffirme ses ambitions pour une aviation décarbonée à horizon 2050
- La *SMMT* exhorte le gouvernement à se doter d'une stratégie pour les véhicules poids lourds « zéro émissions »
- La baisse des redevances aéroportuaires à Heathrow est contestée devant la justice

## Fait marquant

### L'Ofgem impose aux fournisseurs d'énergie un nouveau code de bonne conduite pour l'installation de compteurs prépayés

A la suite de l'indignation suscitée par les révélations d'installation de force de compteurs prépayés chez des ménages précaires, les fournisseurs d'énergie se sont engagés à appliquer [un nouveau code de bonne conduite](#) proposé par l'Ofgem, le régulateur des marchés de l'énergie. Ce code définit des catégories de ménages vulnérables pour lesquelles l'installation contrainte d'un compteur prépayé est proscrite (clients âgés de plus de 85 ans, ménages requérant un approvisionnement ininterrompu d'électricité pour des raisons médicales, ménages dont au moins un des membres est atteint d'une maladie mortelle au stade terminal, ménages dans l'incapacité physique ou mentale de recharger leur compteur prépayé en autonomie...). Pour les autres clients, l'installation contrainte de compteurs prépayés est désormais soumise à plusieurs conditions : les fournisseurs devront attester d'au moins dix tentatives de contact d'un client en difficulté, ils devront conduire au moins une visite sur site avant d'installer un compteur prépayé et leurs représentants devront porter une caméra lors de cette installation. Les fournisseurs devront également faire un crédit de 30 £ aux clients concernés lors de l'installation du compteur. Enfin, une fois la dette d'un client remboursée, ils devront demander à ce dernier s'il souhaite garder son compteur prépayé. L'Ofgem va mener des consultations pour incorporer ces nouvelles directives dans les obligations légales assignées aux fournisseurs d'énergie.

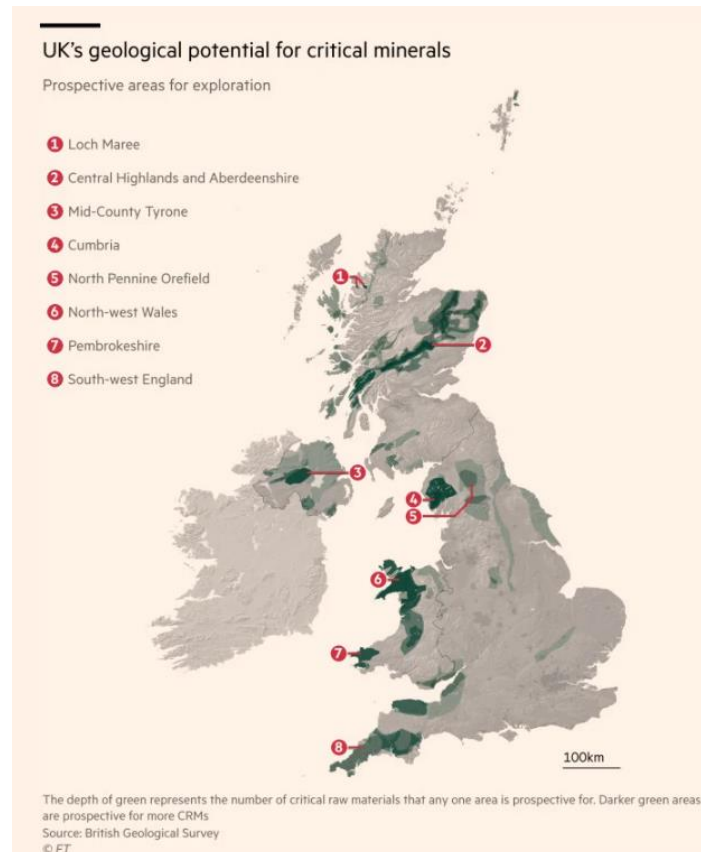
## Le chiffre de la semaine

2

Selon une étude de [Transport for London](#) (TfL), les résidents des quartiers les plus défavorisés ont en moyenne deux fois plus de probabilités que ceux habitant dans les quartiers les plus riches d'être blessés gravement ou de décéder à la suite d'un accident de la route. Selon la mairie de Londres, ces résultats montrent la nécessité de réduire la vitesse dans l'ensemble de l'agglomération. La limitation de vitesse à 20 miles par heure (environ 30 km/h), qui s'appliquait initialement au centre de la capitale, est progressivement étendue à d'autres quartiers.

## Le graphique de la semaine





Huit sites britanniques disposeraient de ressources minières permettant d'avoir accès à un total de 18 [minerais critiques](#), selon une étude du *British Geological Survey*. Ces sites se situent dans des anciennes régions minières ou font l'objet de nouvelles études exploratoires pour déterminer les ressources minières disponibles. Pour mémoire, développer une filière d'approvisionnement nationale de minerais critiques fait partie des priorités de la [Critical Minerals Strategy](#) publiée par le gouvernement à l'été 2022. Les experts du secteur ont toutefois averti qu'il était inutile d'exploiter ces ressources si le R-U ne développait pas en parallèle des capacités industrielles pour les transformer. Les possibles oppositions à la reprise de l'extraction minière, notamment eu égard à leur impact sur les paysages et sur l'environnement, pourraient également retarder l'exploitation de ces minerais.

## Climat & Energie

**Flash** – Le ministère chargé de l'énergie a octroyé 30 M£ de subventions à trois projets de démonstrateurs de stockage d'électricité de longue durée dans le cadre de la dernière tranche de l'appel à projet [Longer Duration Energy Storage Demonstration](#), doté de 69 M£. En novembre 2022, 32 M£ avaient déjà été alloués à 5 projets pour la construction d'un premier prototype.

**Flash** – Dans le cadre de la campagne pour les élections locales du 4 mai, le parti travailliste promet de rénover 19 millions de logements au cours des 10 prochaines années et permettre ainsi aux ménages britanniques d'économiser 500 £ en moyenne sur leur facture d'énergie.

**Flash** – Selon un [rapport d'Energy Networks Association](#), l'association des gestionnaires des réseaux de gaz au Royaume-Uni, l'hydrogène pourrait fournir 20 % à 35 % des besoins énergétiques du pays et chauffer 17 M de ménages d'ici 2050.

## Les Lords souhaitent interdire tout nouveau projet de mine de charbon

Réunie en séance plénière (*report stage*), la Chambre des Lords a voté [plusieurs amendements au projet de loi sur l'énergie \(Energy Bill\)](#), dont l'un interdisant tout nouveau projet de mine de charbon. Cet amendement ne devrait toutefois pas remettre en cause le projet de Whitehaven, déjà autorisé par la *Coal Authority* et récemment autorisé par le ministère chargé des territoires. Présenté par les Lib-Dem, cet amendement a été voté à une courte majorité (197 voix pour et 194 voix contre) grâce aux voix des travaillistes. Le gouvernement pourra tenter de revenir dessus lors de l'examen du texte à la Chambre des Communes. Les autres amendements votés par les Lords portent sur l'alignement du mandat de l'*Ofgem* avec l'objectif de neutralité carbone et le soutien au développement de communautés énergétiques locales. Le projet de loi fera l'objet d'une lecture finale le 24 avril.

## Le gouvernement envisage d'inclure des critères non-tarifaires pour l'attribution des *Contracts for Difference* soutenant les énergies renouvelables

Le ministère chargé de l'énergie a lancé ce mardi une [consultation](#) sur la définition de critères additionnels pour l'attribution des compléments de rémunération (*Contracts for Differences*) qui soutiennent le développement des énergies renouvelables. Ces contrats sont aujourd'hui attribués au terme d'un processus d'enchères inversées sur la base du seul critère du tarif de référence. Le ministère envisage d'y ajouter des critères non-tarifaires (non définis à ce stade) liés à la contribution du projet au développement de la chaîne de valeur britannique, l'impact environnemental des installations, l'innovation ou la main d'œuvre. La consultation porte aussi sur les différentes méthodologies possibles pour prendre en compte ces critères dans le processus d'attribution. La consultation est ouverte jusqu'au 22 mai 2023.

## Environnement

**Flash** – Les ONG *WWF*, *Royal Society for the Protection of Birds* et *National Trust* lancent une nouvelle [campagne](#) pour inviter les entreprises à agir autant pour le climat que pour la protection de la nature, notamment dans le cadre des *Net Zero Transitions Plans* que les grandes entreprises doivent publier d'ici la fin de l'année.

**Flash** – L'entreprise [Oxygen Conservation](#) a souscrit une facilité de crédit de 20,5 M£ auprès de la banque *Triodos* pour financer la restauration de 23 000 acres de terrain en Ecosse qui généreront des revenus tirés respectivement de l'émission de crédits carbone, de l'agriculture régénérative et de l'éco-tourisme.



## L'examen du projet de loi *Retained EU Law Bill* à la Chambre des Lords serait reporté *sine die*

D'après les informations du journal *The Observer*, l'examen du projet de loi *Retained EU Law Bill* à la Chambre des Lords, qui devait reprendre mi-avril en séance plénière (report stage), après deux semaines de vacances parlementaires, aurait été reporté *sine die* par le gouvernement. Ce report serait justifié par la crainte du gouvernement d'un camouflet en cas de vote de rejet des Lords dans le contexte de campagne pour les élections locales du 4 mai 2023. Les Lords seraient en effet particulièrement critiques du projet du gouvernement. Le texte est désormais porté par Kemi Badenoch, la ministre des entreprises et du commerce. Si la position du gouvernement n'a officiellement pas changé, la ministre réfléchirait, selon cet article, à publier une liste de textes indiscutablement redondants avec le droit britannique existant, dont l'abrogation pourrait être opportunément présentée comme un symbole de réussite du Brexit, ou à reporter d'un an la *sunset clause*, possiblement à une date postérieure aux prochaines élections générales.

## Industrie

**Flash** – [Cornish Lithium](#) a signé un partenariat avec *Rockwell Automation* pour ouvrir les deux premières « usines témoins » dans les Cornouailles visant à démontrer comment le lithium, utilisé notamment dans les batteries des véhicules électriques, peut être produit de manière durable.

**Flash** – La publication de la stratégie britannique sur les [semi-conducteurs](#), prévue cette semaine, a été reportée de quelques semaines. Le gouvernement devrait y défendre la nécessité d'une filière britannique de production mais centrée sur certains secteurs à haute valeur ajoutée comme la recherche et la conception ou les semi-conducteurs composites.

**Flash** – [Ineos](#), dont le fondateur le millionnaire Sir Jim Ratcliffe est un fervent défenseur du Brexit, produira la version électrique de son 4x4 hors-pistes en Autriche. *Ineos* avait déjà écarté le R-U au profit de la France pour produire son premier modèle.

## Un projet de *gigafactory* qui devait voir le jour en Ecosse pourrait finalement s'installer aux Etats-Unis

*ATME Power*, dont le site écossais produit des batteries destinées au stockage de l'électricité, envisageait d'ouvrir une [gigafactory](#) près de la ville de Dundee, pour un coût initial estimé à 200 M£. *ATME* espérait démarrer sa production d'ici 2026 et créer 215 emplois. Le directeur général de l'entreprise, Alan Hollis, a cependant affirmé que l'entreprise n'avait pour l'instant pas réussi à obtenir suffisamment de financements de la part des gouvernements écossais et britannique pour mettre en œuvre ce projet. *ATME* estime avoir besoin de subventions publiques lui permettant de couvrir 15 à 20 % de l'investissement initial et a également appelé le gouvernement britannique à envisager des mesures visant à réduire les coûts opérationnels. Selon Alan Hollis, l'*Inflation Reduction Act* américain fait des Etats-Unis une alternative attractive pour l'implantation de sa *gigafactory* en raison du niveau de subventions accordées aux industries vertes. Face aux entreprises et fédérations professionnelles britanniques qui multiplient les appels à un « IRA britannique », le chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt a

réaffirmé son intention de ne pas se lancer dans une course aux subventions et a indiqué que le R-U s'appuyait plutôt sur une « *approche réglementaire favorable à la croissance* ».

## Jaguar Land Rover investit 15 Md£ pour électrifier sa production britannique

Le premier [constructeur](#) britannique, qui est la propriété du groupe indien *Tata*, prévoit d'investir cette somme sur cinq ans afin d'atteindre son objectif d'une production entièrement électrique d'ici 2025. Les usines d'Halewood et Merseyside produiront désormais des voitures électriques tandis que le site de Wolverhampton, qui fabrique actuellement des moteurs thermiques, produira des moteurs électriques et des pièces détachées. Le groupe, qui est considéré par plusieurs experts du secteur automobile comme « *en retard* » dans la course à l'électrique, a également dévoilé son premier modèle électrique entièrement produit au R-U, d'une valeur de départ de 100 000 £. Les annonces du constructeur étaient très attendues par l'industrie automobile britannique, quelques mois après la faillite de *BritishVolt* qui devait construire une *gigafactory* au R-U.

## Transports

**Flash** – Le gouvernement a suspendu tous les nouveaux projets d'« [autoroutes intelligentes](#) » en raison des craintes de sécurité liées à ces aménagements et des pressions en matière de coût. Certaines de ses autoroutes permettent de rouler sur la bande d'arrêt d'urgence afin de fluidifier la circulation en cas de fort trafic, ce qui aurait causé des accidents mortels selon des associations d'automobilistes.

**Flash** – [National Trust](#), qui gère les parcs nationaux britanniques, a signé un accord d'une valeur avec l'entreprise *Raw Charging*, basée dans le West Yorkshire, pour l'installation de bornes de recharge sur l'ensemble de ses parkings. D'une valeur de 12 M£, cet investissement permettra de remplacer et d'augmenter le nombre de bornes déjà existantes.

**Flash** – Les agents de sécurité d'[Heathrow](#) feront grève pendant huit jours début mai, cette période incluant le couronnement de Charles III. L'aéroport a proposé une hausse des salaires de 10 % mais le syndicat *Unite* aurait refusé de soumettre cette offre à ses membres.

## Le gouvernement réaffirme ses ambitions pour une aviation décarbonée à horizon 2050

Le [Jet Zero Council](#), qui rassemble des représentants du gouvernement, de l'industrie aéronautique et du monde académique, s'est réuni à Farnborough et a, à cette occasion, présenté son [calendrier](#) d'actions pour le développement des carburants de synthèse (SAF) et des vols zéro émissions. Deux groupes de travail sur ces thématiques seront créés. L'aéroport de Farnborough accueillait le *Sustainable Skies World Summit* au cours duquel le ministre des Transports britannique Mark Harper a appelé à une collaboration internationale pour décarboner l'aviation mondiale d'ici 2050. Le gouvernement a également publié sa [réponse](#) au rapport indépendant « *Developing a UK SAF industry* » qui lui a été remis par Philip New, ancien PDG de *BP Alternative Energy*. Le gouvernement rappelle les actions déjà mises en œuvre pour promouvoir et financer la production de SAF au R-U. Il y reconnaît aussi la nécessité d'un mode

de financement de plus long terme de cette technologie (par exemple sur le modèle des « *contracts for difference* ») qui donnerait davantage de certitude aux investisseurs.

## La SMMT exhorte le gouvernement à se doter d'une stratégie pour les véhicules poids lourds « zéro émissions »

A partir de 2035, les [véhicules poids lourds neufs](#) de moins de 26 tonnes devront tous être « zéro émissions ». Des constructeurs britanniques ont déjà développé des prototypes de véhicules fonctionnant sur batterie ou avec de l'hydrogène. La fédération des constructeurs automobiles britannique (SMMT) souligne toutefois que ces efforts de l'industrie doivent être accompagnés d'une aide spécifique du gouvernement. La SMMT l'invite donc à publier d'ici le printemps 2024 une stratégie dédiée à ces véhicules précisant notamment comment sera déployée une infrastructure adaptée (bornes de recharge, dépôts, etc.). La fédération appelle également à augmenter le montant de subventions accordées aux entreprises pour l'achat de ces véhicules, soulignant que le système britannique est moins avantageux que dans la plupart des pays européens.

## La baisse des redevances aéroportuaires à Heathrow est contestée devant la justice

En mars l'Autorité de l'aviation civile (CAA) a demandé à l'[aéroport](#) londonien de diminuer de 20 % en moyenne ses redevances l'année prochaine, décision qu'elle a justifiée par un retour attendu du trafic passagers à son niveau pré-pandémique en 2024. La redevance maximale moyenne par passagers passerait ainsi de 31,57 £ cette année à 25,43 £ en 2024 et devrait rester stable jusqu'en 2026. L'aéroport et les compagnies aériennes britanniques *Virgin Atlantic* et *British Airways* ont lancé, avec des motifs différents, deux appels pour contester cette décision. Selon la direction d'Heathrow, les redevances devraient être augmentées afin de financer davantage d'investissements dans les infrastructures de l'aéroport. Les compagnies aériennes demandent, à l'inverse, de diminuer davantage ces redevances, soulignant qu'il s'agit des plus élevées au monde. C'est l'Autorité des marchés et de la concurrence (CMA) qui devra statuer sur ces demandes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)